
(33)

LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLVII.

Du Vendredi 11 Décembre 1789.

LA séance a été ouverte par un don patriotique de 3744 livres, envoyé par le comité patriotique de Saint-Menehould.

Ce bienfait a donné lieu à une motion tendante à continuer l'impression de la liste des dons patriotiques, conformément au décret du 20 novembre.

Une lettre du garde-des-sceaux rappelle à l'assemblée les mémoires qui lui ont été adressés, & qui concernent les emprunts que plusieurs municipalités demandent pour subvenir à deux objets bien intéressans, les subsistances des peuples & les travaux des pauvres. Cette affaire a été ajournée à samedi soir.

Tout ce qui peut servir à dévoiler les déprédations anciennes des finances, se fait avec une lenteur qui nécessite de temps en temps de nouvelles motions pour l'impression de la seconde partie de la liste des pensions. M. le président a assuré qu'il donneroit des ordres à cet égard.

Un autre membre a saisi cette occasion pour rappeler la demande de la communication du *Livre rouge*, ou du livre

Tome V.

des pensions qui ont été converties en rentes ou autres traitemens. M. d'Ambli est allé plus loin ; il a demandé que les pourvus de pensions soient obligés d'en communiquer les titres dans six semaines, sous peine d'en être privés. La motion a été ajournée à aujourd'hui, ordre de deux heures.

On a demandé que les notes qui pouvoient servir à présenter les travaux de l'assemblée avant qu'elle ne se fût constituée en assemblée nationale, fussent recueillies ; MM. Salomon, Camus & Emery ont été chargés de cet ouvrage.

Il paroît tous les jours de nouvelles adresses d'un grand nombre de villes & de bourgs, qui desireroient d'être le chef-lieu du département, ou qui demandent d'être le siège des justices royales ou supérieures. Telles sont les villes d'Eauze, de Josselin, Senlis, Argenton, Château-Thierry, Catheix en Basse-Bretagne, Castres, & plusieurs autres.

La communauté de Saint-Vesin en Mâconnois s'engage d'acquiescer avec célérité sa part aux impositions, & toutes autres contributions que l'assemblée ordonnera.

La communauté du Perroi en Nivernois, supplie l'assemblée d'agréer la valeur du tiers de leurs bois communaux en réserve, les autres deux tiers demeurant à la communauté.

Les habitans de la ville du Vigan, ainsi que ceux de Château-Thierry & de la ville de Castelnau de Mont-Ratier, ont juré solennellement de tout sacrifier pour le maintien des décrets de l'assemblée nationale.

Les communautés de Jonquièrre & Saint-Vincent ont envoyé une délibération pour adhérer aux décrets, & pour se plaindre contre leurs seigneurs à raison de leurs droits féodaux.

Les juges supprimés par la nouvelle législation s'empres-

sent même d'y adhérer ; tels sont les officiers de la justice seigneuriale des baronnies du Faouet en Bretagne : il est vrai que pour se consoler, ils demandent une justice royale.

Les officiers du bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné, en garnison à Romans, considérant que, d'après le mémoire sur la constitution militaire, il pourroit être supposé que l'assemblée auroit sollicité une augmentation de traitement, lui assure, qu'en desirant que le sort de leurs braves soldats soit amélioré, ils n'ont rien sollicité pour le leur, & qu'ils se font gloire d'être toujours guidés par le même désintéressement dont s'honoroient les officiers français sur les remparts de Prague & dans les plaines d'Allemagne.

Les membres composant *la loge de la triple union* de la ville de Rheims, ont envoyé à l'assemblée un don patriotique de leurs boucles & d'une somme de 1200 liv. Cet exemple sera sans doute imité.

Des sociétés anciennes dont la philosophie & la bienfaisance avoient fondé l'organisation sur l'égalité & la liberté, avant que les constitutions politiques les eussent consacrées, doivent naturellement prendre part aux événemens qui réveillent le patriotisme & la bienfaisance.

On peut prédire une époque, qui sans doute n'est pas éloignée, où la liberté deviendra la seconde religion de l'Europe entière, parce que cette divinité a un autel dans le cœur de tous les hommes, & que les nations s'empres- sent de toutes parts d'embrasser son culte ; mais pendant qu'il n'en coûte aux Français, pour l'obtenir, que des décrets, tandis que la douceur & la générosité du caractère national, font disparaître les erreurs inséparables des révolutions, les Brabançons acquièrent la liberté par du

sang & des larmes. Ce peuple courageux a suspendu un instant ses combats pour s'adresser au restaurateur de la liberté française, à ce roi qui acquiert la plus belle gloire dans l'histoire des hommes.

Le manifeste des Brabançons, qui déclare leur indépendance, a été présenté dans le cabinet de la politique; il sera porté bientôt dans le temple de la législation.

Sans doute, le patriotisme brabançon trouvera des partisans nombreux dans une assemblée d'hommes qui ont fondé la liberté sur des loix immortelles; mais doivent-ils en compromettre le succès? Aujourd'hui de l'intérêt de la France de consolider sa constitution, comme de sa gloire d'applaudir aux efforts courageux des peuples qui veulent être libres, en attendant que le manifeste des Brabançons soit lu à l'assemblée nationale.

Paris, le 7 décembre 1789.

M. LE PRÉSIDENT,

« Le sieur Vandermodd, se disant agent plénipotentiaire des Brabançons, vient de m'adresser pour le roi un paquet renfermant le manifeste par lequel ils se déclarent indépendans.

Sa majesté a jugé qu'il n'étoit ni de sa justice, ni de sa dignité, ni de sa prudence, d'accueillir une semblable démarche. Elle a pensé que le seul parti convenable à prendre étoit de renvoyer ce paquet au sieur Vandermodd, & c'est ce que j'ai fait en exécution de ses ordres.

Le roi, informé que la même démarche a été ou doit être faite auprès de l'assemblée nationale, a trouvé convenable de lui faire connoître le parti qu'il a pris, & il m'a ordonné, M. le président, d'avoir l'honneur de vous le mander.

J'ai l'honneur d'être avec respect, &c.

Signé DE MONTMORIN.

L'ordre du jour ayant été rappelé, on a décrété l'article suivant, quoique plusieurs membres réclamassent avec force que les trois plus anciens d'âge dont il est question dans cet article, fussent écrire. Cet amendement a été rejeté, & l'on a adopté cet article.

ARTICLE PREMIER.

« Dans les assemblées primaires & dans celles des électeurs, il sera fait choix d'abord d'un président & d'un secrétaire ; jusques-là le doyen d'âge tiendra la séance ; tous les scrutins seront recueillis & dépouillés par les trois plus anciens d'âge, en présence de l'assemblée. »

L'article suivant a été décrété sans difficulté.

ART. II.

« Il sera procédé en un seul scrutin de liste, à la nomination de trois scrutateurs, pour recueillir & dépouiller les scrutins d'élection, tant des membres de l'assemblée nationale, que de ceux des assemblées administratives. »

Un autre article a été décrété dans la forme suivante, malgré des amendemens nombreux faits par MM. Lanjuinais Dieux & Prieur. Celui de M. de la Jacqueminière, qui vouloit qu'on insérât le mot *district* dans l'article, a été adopté. Le voici.

ART. III.

« Les administrateurs de département & de district choisiront dès leur première séance, un président & un secrétaire par scrutin individuel, & à la pluralité absolue des suffrages ; le président en exercice aura droit de présider l'assemblée du directoire, qui pourra néanmoins se choisir un vice-président. »

Quatrième article adopté sans réclamation.

A R T. I V.

Dans les villes de quatre mille âmes & au-dessous, il n'y aura qu'une assemblée primaire. Il y en aura deux celles qui auront plus de quatre mille âmes jusqu'à huit; trois au delà de huit mille jusqu'à douze, & ainsi de suite. Les divisions se feront par quartiers.

M. Targier a annoncé ensuite qu'il ne restoit plus à statuer que sur quelques articles qui avoient été indiqués au comité de constitution par plusieurs membres de l'assemblée. L'un de ces articles étoit conçu ainsi; il a été décrété sans réclamation.

A R T. V.

« Les membres des corps municipaux durant l'exercice de leurs fonctions, ne pourront être en même temps membres des administrations de district & de département; & ceux des administrations de district ne pourront être en même temps membres de celles de département consulaire, qui étoit devenu l'apanage ou plutôt l'usurpation des seigneurs, des évêques, des commandeurs de malte, des chapitres, & de tous les corps & particuliers qui, dans la nuit de l'anarchie féodale, s'étoient partagés les dépouilles des peuples, & avoient anéanti leurs droits naturels ».

M. l'évêque d'Oleron est le seul qui ait réclamé une exception en faveur de son évêché.

Il a d'abord paru bien étrange à l'assemblée, qu'un évêque & un chapitre nommassent les officiers municipaux & les administrateurs d'une ville. Aussi l'exception réclamée a élevé quelques murmures, & le prélat a cru les apaiser en annonçant une charte, par laquelle tout devoit se réssembler dans le système féodal, & l'homme qui avoit osé attacher son semblable à la glèbe, devoit aussi s'emparer

de l'autorité publique, & nommer les magistrats ; cela dériveroit le droit de nomination.

Un souverain de Béarn, après avoir envahi les biens du chapitre, étant enfin rentré en lui-même, avoit restitué à l'église ce droit de nomination consulaire ; mais peut-on opposer de vieilles chartes, quand il s'agit de raison & de justice ?...

M. Prieur a demandé que l'on fit mention du droit de *présidence & de présence*.

M. Target a dit que le comité avoit entendu désigner par cet article toute espèce de droit de nomination ou de présentation, en se servant des termes génériques, & en disant que les places municipales ne pouvoient être qu'électives.

On est allé aux voix, & l'article suivant a été décrété.

« Toutes les places municipales doivent être purement électives ; tous droits de présentation ou nomination de présidence ou de présence, réclamés comme prétendus attachés à la possession de certaines terres, aux fonctions de quelque gouvernement, ou commandement, de quelque évêché, dignité ou autre titre quelconque, demeurent dès à présent abolis. »

Un autre article relatif au jugement des titres des députés au département, au district & aux municipalités, a engagé M. de Saint-Fargeau à demander que les titres de la nouvelle assemblée fussent jugés par l'assemblée ancienne, parce qu'avant la vérification des pouvoirs aucun membre n'avoit la qualité valable de juge.

M. Target a répondu que le titre de chaque membre est valable par la présomption de la loi, & M. Desmouliniers présentoit l'exemple de l'assemblée nationale, ou bien qu'on pouvoit vérifier en public les pouvoirs de quatre personnes, lesquelles vérifieroient ensuite les autres.

Ces amendemens n'ont pas réussi, & l'article suivant a été adopté.

« Chaque assemblée de citoyens actifs, d'électeurs, d'administration de département, de district ou de municipalité, fera juge de la validité des titres ou qualités de ceux qui prétendront en être membres ».

L'article qui suit ne pouvoit souffrir de difficulté. Le voici.

Lorsque les administrations de département & de district seront en activité, les états provinciaux & les administrations provinciales, & les assemblées inférieures qui existent actuellement, demeureront supprimés, & cesseront entièrement leurs fonctions.

L'article qui suit a été également décrété sans contradiction; on a observé seulement que ce n'étoit point un article constitutionnel, mais de simple règlement pour les provinces. Il a été décrété pour être mis dans le règlement.

« Dans les provinces qui ont eu jusqu'à présent une administration commune, & qui se trouvent divisées en plusieurs départemens, chaque administration de département nommera deux commissaires, qui se réuniront pour faire ensemble la liquidation des dettes contractées sous l'ancien régime, en asséoir la répartition entre les différentes parties de la province, & mettre à fin toutes les affaires anciennes de la province.

» Ils rendront compte de leur gestion à une autre assemblée, qui sera formée de quatre commissaires nommés par chaque département ».

Il paroissoit étrange qu'après avoir organisé les municipalités & les administrations municipales, il n'eût pas été encore question de la suppression des intendans ou commissaires départis. L'assemblée nationale qui a écrasé tous les despotismes, devoit enfin délivrer la France de ces

derniers agens. Le comité a proposé un article qui ordonnoit la cessation de leurs fonctions.

A peine M. Target en a achevé la lecture, qu'on a vu éclater les témoignages de joie les plus vifs de la part des représentans de la nation; mais après avoir plusieurs fois applaudi à l'article du comité, ils ont voulu qu'il fût mis à la discussion.

M. de Custine a observé que l'article étoit insuffisant, ne portant que la cessation des fonctions des intendans; qu'il falloit prononcer expressément leur suppression, ainsi que celle des subdélégués; d'autres membres croyoient inutile de nommer les subdélégués dont les fonctions subalternes & dépendantes s'évanouissoient avec celles des commissaires départis, dont ils tiennent leur pouvoir.

M. Target a répondu que les commissaires départis, dont la présence a fait tant de sensation dans les provinces, n'avoient ni titre ni office, mais seulement de simples commissions du conseil; qu'il y avoit aussi de pareilles commissions du conseil, données à des subdélégués généraux, qu'ainsi il étoit aussi nécessaire de faire mention des subdélégués, qu'inutile d'appliquer le mot suppression pour les intendans.

M. de Boisduché n'a pas moins persisté à dire, que si l'on ne faisoit que prononcer la cessation de leurs fonctions, les commissions restoit toujours, & qu'il falloit déclarer qu'elles étoient abolies, afin que ces ressources du despotisme ne fussent plus recrées sous aucune forme.

Enfin M. Hebrard a proposé que dès l'instant de la cessation des fonctions des intendans & subdélégués, le juge royal fût tenu & autorisé à apposer les scellés sur les titres & documens concernant leur administration, pour préparer les comptes qu'ils seront tenus de rendre.

Cette motion a été ajournée à l'époque du règlement particulier qui suivra les articles constitutifs des municipalités.

Enfin l'article a été décrété au bruit de nouveaux applaudissemens ; le voici :

Il n'y aura aucun intermédiaire entre les administrations de département & le pouvoir exécutif suprême ; les commissaires départis ou intendans & leurs subdélégués cesseront entièrement toutes leurs fonctions , lorsque les administrations de département seront en activité.

« Voilà tout , a dit M. Target ; les municipalités sont terminées ; le comité a mis en ordre tous les articles , on en fera lundi la lecture. Il y a de plus une instruction pour les provinces qui a été rédigée par M. Thouret. On a demandé l'impression de cet article , & l'assemblée la différée jusqu'à ce que la lecture en ait été faite.

M. de Mirabeau a demandé la parole pour un article important à ajouter à la constitution.

» Le projet que j'ai l'honneur de vous soumettre , a-t-il dit , paroît renfermer une sauve-garde de la constitution que vous travaillez à établir. Je renferme en un seul mot le motif de ma motion ; il s'agit d'examiner s'il convient d'assujettir à une marche graduelle les membres de toutes les administrations ; c'est une idée qui remonte à la plus haute antiquité ; c'est un exemple qui nous a été donné par les républiques anciennes , & qui doit cimenter toutes les parties de la constitution. Si nous n'avions pas posé l'égalité comme loi fondamentale , il seroit contraire à cette même égalité de commencer la carrière publique par des commissions subalternes ; mais aussi , si nous négligions de mettre l'homme en harmonie avec les loix , nous n'aurions fait qu'un songe philosophique. . . Une marche

graduelle est indiquée par la nature même. La politique est une science; l'administration est une science & un art. Raisonnons-nous sur la politique & sur l'administration autrement que sur les affaires ordinaires?

Si la marche naturelle est de s'élever du simple au composé, il est nécessaire de passer d'un emploi à un autre. Il faut un genre d'épreuve avant d'arriver à l'assemblée nationale. Il faut avoir réuni deux fois le suffrage du peuple avant d'obtenir cet honneur. Vous mettrez ainsi les citoyens dans une grande émulation; vous ferez surtout une révolution dans cette jeunesse qui passe de la frivolité à la corruption, & de la corruption à la nullité; vous mettrez un terme aux brigues, aux ambitions des familles..... Quelle loi que celle qui dira à tous les citoyens: « qui que vous soyez, ne vous flattez pas d'obtenir des honneurs sans les avoir mérités par vos services ». Voilà comment vous rehaussez le prix des suffrages populaires. Les places municipales ne seront plus redoutées comme des postes de fatigue & d'ennui; elles seront élevées au-dessus des ambitions ordinaires. Si les Romains avoient jetté plus d'éclat sur les municipalités, ils n'auroient pas fait des loix pour obliger les citoyens à les accepter. Ces loix attestent les fautes des maîtres du monde, c'est à vous de les éviter. Otons à l'orgueil le dédain qu'il affectoit pour ces places; mettons de la fraternité entre les fonctions publiques. L'auteur immortel du contrat social a loué le système graduel que je vous propose. Dans les beaux temps de Rome, on passoit de la préture au consulat, & la questure étoit le premier pas pour arriver aux charges curules... Les hommes se mettent toujours au niveau de leurs espérances. Dira-t-on que mon projet limite la confiance? mais ce n'est pas la limiter que de la rendre plus éclairée.

Réfléchissons sur la confiance, quant à un gouvernement représentatif. C'est un de vos principes que nous devenons le représentant de tout le royaume : or, nous éclairons cette représentation par une marche expérimentale & graduelle. Malgré tant d'éloquence, M. de Mirabeau ne se dissimuloit pas que son système graduel avoit besoin du temps pour être apprécié & exécuté : il a terminé son discours en annonçant que, dans dix années, les assemblées formeroient un champ très-vaste au choix des électeurs ; il a proposé en conséquence les articles suivans :

« A compter dès le premier janvier 1797, nul ne pourra être élu membre de l'assemblée nationale, s'il n'a réuni au moins deux fois les suffrages du peuple comme membre de quelque-une des assemblées administratives de département, de districts ou des municipalités, ou enfin s'il n'a été déjà membre de l'assemblée nationale.

« A compter dès le premier janvier 1795, nul ne pourra être élu membre des assemblées de département, s'il n'a été déjà pourvu de quelque place dans les administrations de districts & dans les municipalités.

« Pour que les loix ci-dessus ne renvoyent pas à un âge trop avancé la faculté d'être élu membre de l'assemblée nationale, tout citoyen actif pourra être admis aux emplois municipaux dès l'âge de vingt-un ans. »

Cette motion a été très-applaudie ; mais bientôt un autre orateur est venu changer l'opinion, en avertissant l'assemblée de se défier des prestiges de l'éloquence.

M. Barnave a pris la parole après M. de Mirabeau pour la réfuter. « Le bon sens, a-t-il dit, indique que pour prévenir l'abus du pouvoir, il faut le répartir & le distribuer autant qu'il est possible ; la motion du préopinant tend à concentrer toutes les fonctions dans un petit nombre de

citoyens dans un état bien organisé. Il est à désirer qu'un grand nombre de citoyens arrivent successivement aux fonctions publiques, & y demeurent peu ; dans le système du préopinant un petit nombre y parviennent & y passent leur vie ; la déclaration des droits a recommandé la séparation des pouvoirs ; la motion du préopinant les réunit en les faisant passer successivement dans les mêmes moyens. La liberté publique & la dignité du peuple doivent se conserver dans notre constitution par l'émulation & la rivalité réciproque de diverses assemblées. La motion du préopinant tend à établir entr'elles une coalition qui ne permettra jamais que les plaintes du peuple soient entendues ; l'assemblée nationale a réprouvé les trois degrés d'élection qui lui avoient été proposés. La motion du préopinant les fait reparoitre avec plus de rigidité ; l'assemblée nationale a décrété que l'âge de vingt-cinq ans suffiroit pour être éligible. La motion du préopinant retarde ce terme de dix ans, & sous ce point de vue, elle n'est pas moins contraire aux convenances humaines qu'aux décrets que nous avons portés ; car il est sans inconvénient, & il est bon qu'un petit nombre de jeunes gens prennent place dans les assemblées législatives composées de sept cent vingt personnes ; & il seroit dangereux de remplir les assemblées administratives très-peu nombreuses & dont les fonctions exigent essentiellement l'expérience des jeunes gens de vingt-un ans. Le préopinant croit honorer les assemblées primitives ; il travaille à les dégrader, car au lieu d'être occupées par des hommes qui s'en occupent & qui s'en honorent, elles le seront par des jeunes gens qui n'y verront qu'un passage pour arriver ailleurs ; les gens riches s'empreseront de s'emparer de toutes les places & domineront le royaume d'un bout à l'autre. La funeste condition du marc d'argent s'étendra

ainsi de fait à tous les degrés d'assemblées ; le pauvre se verra exclus de toutes parts ; on cessera d'employer chacun à ce qu'il veut & fait faire ; & on exigera que les goûts & les dispositions différentes s'occupent nécessairement des mêmes fonctions ; enfin , le nombre des éligibles sera tellement restreint qu'il ne restera plus de liberté dans les élections , & que cette grande loi de la confiance ne trouvera plus à s'exercer.

» Au reste , la motion du préopinant , impossible à exécuter pendant dix ans , n'a pas besoin d'être examinée aujourd'hui. Dans dix ans l'expérience & l'état des choses la feroient admettre ou rejeter , si , comme je l'espère , vous indiquez , messieurs , au bout de ce terme , une assemblée destinée à revoir votre constitution : je demande que la motion de M. de Mirabeau soit ajournée à la prochaine convention.

M. de Clermont-Tonnerre a insisté pour que l'ajournement ni la question préalable qui avoient été proposés n'eussent pas lieu , & la discussion a été renvoyée à aujourd'hui.

Il sera intéressant de voir décider une question que l'abbé de Mably proposoit aux Américains dans un de ses ouvrages , & qu'un citoyen de Virginie a réfutée par le danger qu'il y auroit à restreindre la liberté des électeurs , & le nombre des éligibles par de pareils réglemens.

L'affaire de la Champagne , rapportée par M. Bion , a été renvoyée à la séance du soir.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal . N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

